

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES



ACHETEUR PUBLIC

CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES
DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE
32 avenue de l'Observatoire
BP 31021
25001 BESANCON Cedex 3
SITE DE DIJON

Objet du marché

Mission de contrôle technique
relative à la construction de logements étudiants - Les Climats (Phase 1)
à DIJON (21)

Procédure adaptée conformément aux articles L2123-1, R2123-1 à
R2123-6 du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.1 Présentation de l'opération.....	4
1.2 Planning previsionnel de l'opération.....	5
ARTICLE 2 - INTERVENANTS	6
2.1 MAITRE D'OUVRAGE.....	6
2.2 LE TITULAIRE.....	6
2.3 ASSISTANTS A MAITRISE D'OUVRAGE	6
2.4 Titulaire du MGP – Maîtrise d'œuvre du MGP.....	6
2.5 CSPS	7
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
3.1 PIECES PARTICULIERES	7
3.2 PIECES GENERALES.....	7
ARTICLE 4 - CONTENU ET EXECUTION DE LA MISSION DU CONTROLEUR TECHNIQUE	7
4.1 DISPOSITIONS GENERALES	8
4.2 SOUS-TRAITANCE	8
4.3 MISSIONS CONFIEES	8
4.4 INTERVENTION EN PHASE PREALABLE.....	9
4.5 INTERVENTION EN PHASE CONCEPTION.....	10
4.6 PHASE REALISATION	11
4.7 PHASE DE GARANTIE	12
4.8 ENGAGEMENT DU CONTROLEUR TECHNIQUE	12
4.9 REUNIONS.....	12
4.10 OUTIL BIM	13
ARTICLE 5 - PRIX.....	14
5.1 FORME DU PRIX	14
5.2 MOIS D'ETABLISSEMENT DU MARCHE	14
5.3 CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE	14
5.4 MODALITES DE REVISION	14
5.5 CONTENU DES PRIX	14
5.6 CLAUSE DE REEXAMEN	14
ARTICLE 6 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	15
6.1 AVANCE.....	15
6.2 MODALITES D'ETABLISSEMENT DES ACOMPTES ET DES DECOMPTES.....	15
6.3 MONTANT DE L'ACOMPTE.....	15
6.4 SOLDE.....	15
6.5 MODALITE DE REGLEMENT.....	15
6.6 DELAIS ET MODE DE PAIEMENT.....	16
ARTICLE 7 - DUREE DE LA MISSION – DELAIS DE RENDU - PENALITES	17
7.1 DUREE DE LA MISSION	17

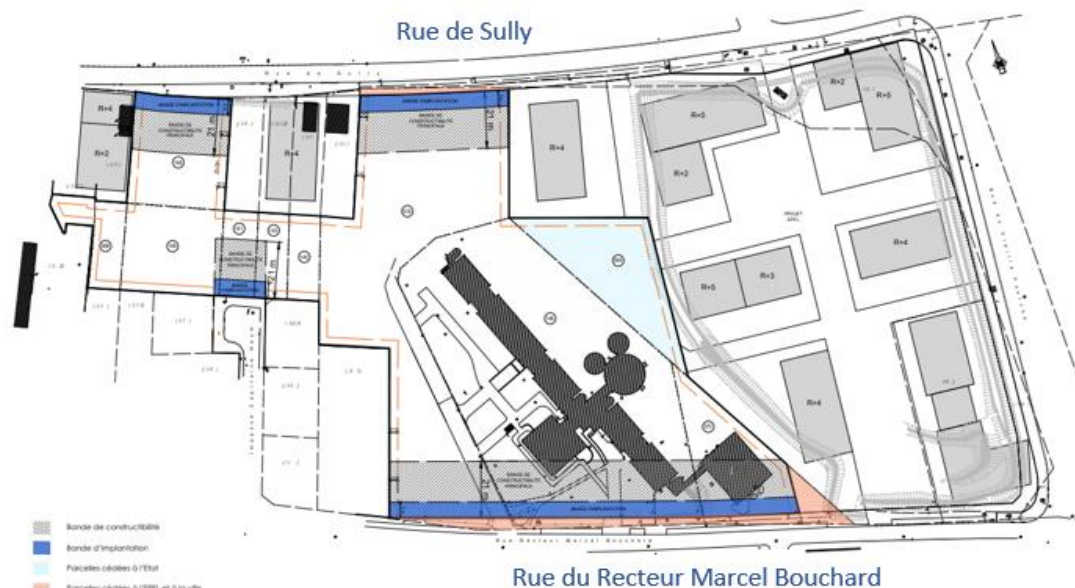
7.2 ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES	17
7.3 PENALITES	18
ARTICLE 8 - CONFIDENTIALITE DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	18
8.1 CONFIDENTIALITE.....	18
8.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE	19
ARTICLE 9 - ASSURANCES ET DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	20
9.1 ASSURANCES DE RESPONSABILITE	20
9.2 ASSURANCES DE TRAVAUX.....	20
9.3 DISPOSITIONS DIVERSES.....	20
9.4 MESURES SOCIALES – REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	21
ARTICLE 10 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	21
ARTICLE 11 - RESILIATION DU MARCHE	21
11.1 RESILIATION DU MARCHE DU FAIT DU MAÎTRE D'OUVRAGE	21
11.2 RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE.....	22
11.3 CAS PARTICULIERS.....	22
11.4 RESILIATION POUR PERTE DE L'AGREMENT DE CONTRÔLEUR TECHNIQUE	22
ARTICLE 12 - LITIGES	23
ARTICLE 13 - ACHEVEMENT DE LA MISSION	23
ARTICLE 14 - DEROGATIONS AU CCAG-PI.....	23

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

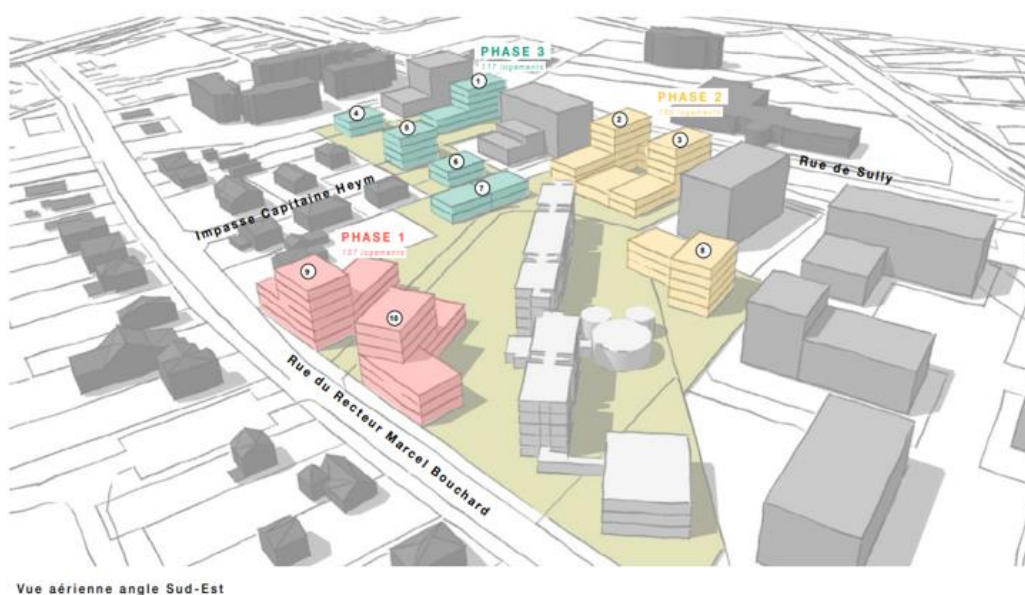
Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) a pour objet de définir une mission de prestation intellectuelle de contrôle technique pour l'opération Les Climats (Phase 1) à DIJON (21) correspondant à la construction de 140 à 150 logements étudiants pour le CROUS.

1.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

Le foncier objet du projet est situé entre la **rue Sully** et la **rue du Recteur Marcel Bouchard**. Il jouxte la résidence universitaire « Beaugne-Bourgogne », actuellement en rénovation lourde, dont la livraison est prévue pour l'été 2027.



Dans une perspective de renforcement de l'offre de logements sur le campus Montmuzard, le CROUS Bourgogne-Franche-Comté envisage une opération globale de 400 à 450 logements, répartie en trois phases. Les premières études capacitaires ont confirmé la faisabilité technique et économique d'un développement cohérent sur le périmètre considéré.



* Schéma directeur de la programmation

La **première phase** du projet concerne le secteur de la **rue du Recteur Marcel Bouchard** et prévoit la réalisation **140 à 150 logements étudiants** de 18m² environ. Il est prévu également la construction de quelques locaux communs, des locaux de service pour les agents du CROUS (maintenance, ménage).

Le projet sera porté sur une dimension architecturale et environnementale avec l'intégration des ilots au cœur de la parcelle, le respect de la biodiversité et l'intégration dans le programme d'indicateurs de performance énergétique et environnementales.

Afin de répondre aux contraintes inhérentes à un chantier situé à proximité immédiate d'une résidence en fonctionnement et d'un voisinage, le CROUS a décidé de recourir à un mode constructif **hors-site**.

Ce choix, fondé sur des considérations fonctionnelles et opérationnelles, vise à :

- réduire les nuisances sonores et environnementales,
- limiter les emprises et les perturbations liées aux travaux,
- garantir une maîtrise accrue des délais d'exécution,
- et assurer un niveau de qualité conforme aux exigences attendues.

Ce mode de construction s'inscrit par ailleurs dans la volonté du CROUS d'expérimenter et de promouvoir des approches innovantes, sobres et efficaces sur le plan environnemental.

Le CROUS souhaite également mettre en place l'outil BIM tout au long de l'opération pour faciliter la compréhension et la synthèse, ainsi que permettre un suivi de l'exploitation maintenance renforcé.

L'opération Les Climats – Phase 1 fera l'objet d'un Marché Global de Performance (MGP) au sens de l'article L.2171-3 du Code de la commande publique. Le Titulaire du MGP sera tenu de respecter ses engagements en termes de performances et de consommations énergétiques. En tranche ferme, le titulaire du MGP assurera l'exploitation et la maintenance du site pendant 6 ans, puis pendant 3 années supplémentaires en tranche optionnelle.

Le budget du CROUS est de 10,1 M€ HT pour les travaux et l'exploitation maintenance.

1.2 PLANNING PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Le planning ci-dessous est donné à titre indicatif et est susceptible d'évoluer :

Notification du marché de CSPS	Mars 2026
Analyse du programme, préparation cadre de rendu, analyse du dossier de consultation du MGP	Mars 2026
Analyse des propositions initiales	Mai 2026
Participation aux dialogue compétitif	Juin à septembre 2026
Analyse des proposition finales	fin 2026
Etude de conception	2027
Travaux	2028-2029
GPA	2029-2030

ARTICLE 2 - INTERVENANTS

Le présent marché est conclu entre le Maître d'Ouvrage présentée ci-dessous, ci-après dénommé « la Maîtrise d'ouvrage » ou « MOA », et le titulaire.

2.1 MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage au sens des dispositions du code de la commande publique est :

CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES 32 avenue de l'Observatoire 25000 BESANCON

L'acheteur est représenté par Madame Murielle BALDI, en sa qualité de directrice générale du CROUS de Bourgogne Franche-Comté.

2.2 LE TITULAIRE

La personne physique représentant le Titulaire, en qualité de contrôleur technique, responsable du bon accomplissement des missions et tâches, objet du présent marché, est nommément désignée à l'article 3 de l'Acte d'Engagement du présent marché.

Il sera l'unique interlocuteur du Maître d'ouvrage. Le Maître d'ouvrage pourra désigner des interlocuteurs directs (AMO, Groupement titulaire du MGP) pour fluidifier les échanges, mais seule la Maîtrise d'ouvrage demeure donneuse d'ordre.

En application de l'article 3.4 du CCAG-PI, en cas de défaillance du représentant du Titulaire, nommément désigné à l'article 3 de l'Acte d'engagement du présent marché, le Titulaire doit en aviser immédiatement le Maître d'Ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre et **par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G. - PI**, obligation lui est faite de proposer un remplaçant de qualification et d'expérience au moins équivalentes et d'en communiquer le nom et les titres au Maître d'Ouvrage dans un délai de **8 jours** à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention ci-dessus.

Le remplacement est considéré comme accepté si le Maître d'Ouvrage ne le récusé pas dans un délai de 21 jours à compter de la réception de l'avis.

En cas de récusation de remplaçant, la MOA peut soit offrir au prestataire un délai de 8 jours pour désigner un autre remplaçant soit résilier le marché aux torts du prestataire.

Le défaut d'accord sur le second remplaçant ou le non-respect de la procédure décrite ci-avant expose le prestataire à la résiliation du marché à ses torts.

2.3 ASSISTANTS A MAITRISE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage a confié la mission d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage (ATMO) au groupement ICAMO / FRAMEWORKS / OTEIS / EODD / MEGE AMO /IM-PACT/ APHONE+, dont le mandataire est :

ICAMO 11 ZA de Grange Neuve 38790 DIEMOZ Tél : 04 37 37 88 37
--

La société ICAMO est représentée par Mme BASTIN pour la présente opération.

De plus, le CROUS a confié une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant l'ingénierie contractuelle au CABINET CLEMENT & Associés.

2.4 TITULAIRE DU MGP – MAITRISE D'ŒUVRE DU MGP

L'opération Les Climats – Phase 1 fera l'objet d'un Marché Global de Performance (MGP) au sens de l'article L.2171-3 du Code de la commande publique. Aussi la maîtrise d'œuvre sera intégrée au groupement de conception-réalisation-exploitation-maintenance (CREM) et sera connue au moment de la notification du MGP prévue courant 2026.

Le groupement titulaire du MGP sera sélectionné sur la base d'un projet niveau APS+ à l'issue d'un dialogue compétitif.

Débutera ensuite une phase de conception, durant laquelle le groupement réalisera un APD, un PRO et probablement un PRO corrigé.

Lors de la phase réalisation, les études d'exécution, la Direction des Travaux (DET), l'OPC, la coordination SSI seront également assurés par le groupement titulaire du MGP.

Le groupement MGP comportera également un ou plusieurs intervenants de la maintenance.

2.5 CSPS

Le Maître d'Ouvrage sera assisté d'un CSPS de catégorie 1 en vue d'assurer les missions de coordination SPS.

Le nom du coordonnateur sera porté à la connaissance du titulaire par le maître d'ouvrage dès désignation.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

3.1 PIECES PARTICULIERES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E) dans sa dernière version à la suite de la mise au point
- La DPGF - Répartition de la rémunération par phase, faisant également office de décomposition du temps passé par phase (DTP)
- Le cahier des clauses particulières
- Le mémoire technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

3.2 PIECES GENERALES

- Le CCAG – PI (version 2021 modifiée) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de contrôle technique approuvé par décret n°99-443 du 28 mai 1999 ;
- La norme NF P 03-100 ;

Les textes techniques de caractère normatif notamment :

- Les normes françaises, y compris les normes transposant les normes européennes,
- Les règles et prescriptions techniques DTU,
- Les avis techniques, agréments européens et appréciations techniques d'expérimentation (ATEX),
- Les règles professionnelles non couvertes par les textes précités telle que définies à l'article 2.4 de la norme NFP 03-100.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 5 du présent CCP.

Les pièces générales ci-dessus, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

ARTICLE 4 - CONTENU ET EXECUTION DE LA MISSION DU CONTROLEUR TECHNIQUE

4.1 DISPOSITIONS GENERALES

Le Contrôleur Technique exécutera sa mission conformément à la norme NFP 03-100 et au décret 99.443 du 29 mai 1999 relatif au CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique, complétés par les dispositions du présent CCP.

En tout état de cause, le Contrôleur Technique doit accomplir ses missions selon les règles de l'art, de façon que le MOA puisse réceptionner les ouvrages en parfait état d'achèvement et de fonctionnement, en bénéficiant de toutes les garanties qui lui sont conférées par la loi.

La mission du Contrôleur Technique se déroulera en tenant compte des éléments de mission propres au groupement titulaire du MGP, tels que défini au paragraphe 2.4 du présent CCP.

La décomposition de la mission du Contrôleur Technique est précisée dans le présent article, ainsi qu'à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

4.2 SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance partielle de sa mission, le contrôleur technique ne peut faire appel qu'à un autre Contrôleur Technique agréé.

Le Contrôleur Technique ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, qu'après l'acceptation du ou des sous-traitants par le MOA et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

4.3 MISSIONS CONFIEES

Tout au long du marché, les missions assurées, selon la norme NFP 03-100 sont :

Code	Mission
Missions de base	
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
SH	Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation
Missions complémentaires	
P1	Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
Ph	Isolation acoustique
Th	Thermique et économies d'énergie
Brd	Transport des brancards dans les constructions à usage d'habitation
F	Fonctionnement des installations.
GTB	Gestion Technique du bâtiment
HYS	Hygiène et à la santé dans les constructions.
HAND	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
PV	Récolement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations
ATT Hand	Fourniture de l'attestation de conformité à la réglementation relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
ATT TH	Fourniture de l'attestation finale de prise en compte de la réglementation thermique

ATT PH	Attestation finale acoustique visée par arrêté du 28/11/2012
VIEL	Vérification Initiale des installations Electriques
CONSUEL	Vérification avant mise sous tension des installations électriques
RVRAT	Rapport de Vérification Réglementaire avec Travaux

4.4 INTERVENTION EN PHASE PREALABLE

La phase préalable correspond ici à la préparation du dossier de consultation du MGP, à la procédure de passation sous forme de dialogue compétitif, à la mise au point puis la notification du MGP.

4.4.1 Analyse du programme de l'opération et du dossier de consultation

Le groupement d'ATMO est responsable de la rédaction du programme de l'opération.

Le programme se décompose en plusieurs TOMEs selon les thématiques suivantes :

- TOME 1 : Présentation générale et contexte
- TOME 2 : Programme fonctionnel
- TOME 3 : Programme environnemental et technique détaillé
- TOME 4 : Programme performanciel
- TOME 5 : Fiches locaux
- TOME 6 : BIM (cahier des charges)
- TOME 7 : Attendus pour le Commissionnement
- TOME 8 : Exploitation-maintenance

Le Contrôleur Technique analysera l'ensemble du programme et ses annexes produits par l'ATMO relativement aux missions confiées au titulaire.

Le CT élaborera une note complémentaire au programme relative aux dispositions à préconiser en matière de sécurité incendie, solidité, accessibilité et autres éléments des missions confiées au titulaire. Cette note « d'analyse de risques » sera jointe au dossier de consultation du MGP.

Le CT prendra soin d'identifier clairement les items/sujets sur lesquels il attend une réponse détaillée de la part des candidats. Pour ce faire, il est attendu que le CT prépare un cadre de réponse qui sera joint au dossier de consultation.

De plus, dans le cadre de ses missions, le CT procédera également à l'examen du dossier de consultation du MGP et à la formulation de commentaires.

4.4.2 Analyse des propositions et des offres finales

Dans le cadre de ses missions, le CT procédera à :

- L'analyse des 3 propositions initiales de niveau APS et rédaction d'une note d'analyse qui sera transmise à l'ATMO et au MOA, pour intégration à l'analyse globale des projets
- L'analyse des 3 offres finales de niveau APS+ et rédaction d'une note d'analyse qui sera transmise à l'ATMO et au MOA, pour intégration à l'analyse globale des offres

Dans le cadre de l'examen des 3 offres finales, les variantes techniques à certaines solutions du programme seront examinées par le contrôleur technique qui doit, selon le référentiel de sa prestation et en fonction des missions qui lui sont confiées :

- vérifier la conformité des solutions
- lister les éléments manquants nécessaires à une compatibilité avec le référentiel

- établir un avis clair et circonstancié au maître d'ouvrage, comprenant :
 - par proposition de variante, et par entreprise
 - les éléments énoncés ci-dessus
 - son avis sur la faisabilité réelle au regard des éventuelles non-conformités

4.5 INTERVENTION EN PHASE CONCEPTION

4.5.1 APD

Pendant la phase conception du projet et suivant la décomposition des éléments de mission suivante :

- Avis sur le dossier APD ;
- Relecture de la Notice de Sécurité Incendie et d'accessibilité ;
- Avis sur le dossier de PC ;
- Notes éventuelles complémentaires.

Au fur et à mesure de ses interventions, le Contrôleur Technique matérialise ses avis par des correspondances adressées par lui au Titulaire du MGP et dont il adresse une copie au MOA et à son ATMO.

Le Contrôleur Technique rédigera un rapport d'examen qu'il adressera au MOA, à l'ATMO et au titulaire du MGP, sur chaque dossier correspondant à l'exécution des éléments de mission du Titulaire.

Il participera aux réunions de restitution du titulaire du MGP au MOA et à l'ATMO sur le contenu de l'APD.

Il initiera, en coordination avec le titulaire du MGP, les réunions préalables au dépôt du permis de construire avec les services départementaux de secours et de défense contre l'incendie ou autres services tels que ceux traitant des établissements classés et formalisera avec ceux-ci les dispositions retenues à ce sujet sous forme d'une note de synthèse.

Il assistera le MOA dans ses démarches et réunions avec les services précités et assistera aux réunions de la Commission Départementale dans le cadre de l'examen du projet.

Concernant le permis de construire, il indiquera au titulaire du MGP les corrections, adaptations et éléments complémentaires nécessaires à la notice traitant de la sécurité et de l'accessibilité et tous autres éléments relevant des missions de contrôle technique visées dans le présent document.

Les livrables sont a minima les suivants :

Avis sur le dossier APD
Avis sur le dossier de demande de permis de construire Transmission des éléments additifs ou rectificatifs à la notice traitant de la sécurité et de l'accessibilité
Etablissement du RICT Phase APD

4.5.2 PRO

Pendant la phase conception du projet et suivant la décomposition des tâches

- Avis sur le dossier PRO
- Etablissement du RICT provisoire en Phase PRO
- Conversion du RICT provisoire en RICT définitif à l'issu de la remise du PRO corrigé
- Notes éventuelles complémentaires

Au fur et à mesure de ses interventions, le Contrôleur Technique matérialise ses avis par des correspondances adressées par lui au Titulaire du MGP et dont il adresse copie au MOA.

Le Contrôleur Technique rédigera un Rapport Initial de Contrôle Technique phase PRO qu'il adressera au MOA, à l'ATMO et au Titulaire du MGP. Le CT devra tout mettre en œuvre avec le groupement de CREM pour que le RICT définitif ne comporte pas d'avis défavorables ou suspendus.

Il participera à la réunion de restitution du groupement de CREM au MOA et à l'ATMO sur le contenu du dossier PRO.

Les livrables sont a minima les suivants :

Etablissement du RICT provisoire
Etablissement du RICT définitif

4.6 PHASE REALISATION

Le Contrôleur Technique s'assurera des conditions dans lesquelles s'effectuent les vérifications techniques auxquelles sont tenus, pour leurs propres prestations, les constructeurs visés à l'article 1792.1 du Code Civil.

Dans ce but, le Contrôleur Technique procède à l'examen :

- des dispositions prévues par chacun des constructeurs pour la réalisation des vérifications techniques qui lui incombent, en s'assurant notamment qu'il fait appel, chaque fois que cela est possible, à des méthodes objectives fondées sur l'expérimentation et les mesures ;
- des plans, devis descriptifs et autres documents techniques d'exécution qu'il vise dans la mesure où le VISA n'a pas déjà été donné ;
- des ouvrages en cours de réalisation par des visites régulières de chantier qu'il lui appartient de programmer au mieux pour assurer un contrôle efficace des ouvrages ;
- des éléments industrialisés (panneaux, planchers, escaliers, ...) dans les usines de préfabrication ;
- des méthodes d'essais pratiquées par les constructeurs ou fabricants et des résultats obtenus.

L'attention du Contrôleur Technique est attirée sur le recours à la filière hors-site pour cette opération. Aussi, la mission en phase réalisation comprend également :

- La vérification visuelle par échantillonnage de la cohérence des plans de fabrication aux documents de conception
- La vérification visuelle portant sur le traitement des risques importants dits sériels
- La vérification par échantillonnage du Plan Assurance Qualité (PAQ) et plan de contrôle
- La vérification visuelle par échantillonnage, lors de visites en usine, de modules en cours de fabrication
- Rédaction d'un rapport de bilan

Lors de la phase de réception de l'ouvrage, il dressera :

- son Rapport Final de Contrôle Technique (RFCT) et les réserves associées ;
- le rapport de levées de réserves et, éventuellement le Rapport Final de Contrôle Technique repris en conséquence ;
- Les différentes attestations attendues ;

Pour cette phase « Travaux et Réception », les rapports sont adressés :

- au MOA,
- à l'ATMO
- au titulaire du MGP et à ses cotraitants concernés,
- aux autres intervenants, en fonction des nécessités (services concernés, laboratoires de sols, ...).

Les livrables sont à minima les suivants :

Avis sur EXE au fur et à mesure de l'avancée des travaux
Rapport de visite après chaque inspection en usine
Suivi documentaire des non-conformités de la préfabrication et de leur traitement

Emission d'une synthèse des avis suspendus , y compris sur la préfabrication hors site
--

Etablissement du RFCT définitif et autres attestations
--

Nota : aucune communication de document papier au Contrôleur Technique n'est prévue lors de cette phase.

4.7 PHASE DE GARANTIE

Durant la période de garantie de parfait achèvement, la mission du titulaire comporte les mêmes missions que pendant la phase de réalisation pour les travaux qui sont réalisés durant cette période.

Le titulaire réalisera au cours de cette période, la première visite de vérification périodique des installations électriques et établira le rapport de vérification.

4.8 ENGAGEMENT DU CONTROLEUR TECHNIQUE

Le Contrôleur Technique s'engage à accomplir tous les actes qui paraîtront nécessaires, compte tenu des natures et domaines d'intervention qui lui sont confiés par le présent marché pour mettre en garde la MOA contre les conséquences de dispositions qu'il est possible de relever à l'examen du projet et des dispositions prises par l'entrepreneur pour en assurer la qualité de l'exécution.

En fin de cette période de garantie, il rend compte globalement de sa mission par un rapport définitif : mise à jour du RFCT.

4.9 REUNIONS

4.9.1 Réunions en phase préalable

Le Contrôleur Technique participera aux réunions suivantes :

- Réunion de lancement : organisée après la notification du marché de Contrôle Technique. L'objet de cette réunion est la présentation de l'opération, du groupement d'ATMO ainsi que la présentation du programme de l'opération.
- Restitution de l'analyse du programme : Réunion durant laquelle le Contrôleur Technique restitue son analyse du programme (et son analyse de risque) au MOA et à son ATMO.
- Commission Technique propositions initiales : Commission technique visant à valider les différentes analyses des propositions initiales réalisées par l'ATMO, le CT et le CSPS
- Auditions des candidats : 3 réunions d'audition (1 par candidat) pour la présentation de leur proposition initiale
- Réunions de dialogue : Participation aux réunions de dialogue avec chacun des 3 candidats sur les thématiques concernées par la mission du CT (2 réunions par candidats)
- Commission Technique offres finales : Commission technique visant à valider les différentes analyses des offres finales réalisées par l'ATMO, le CT et le CSPS

4.9.2 Réunions en phase conception

Le bon déroulement de la mission du CT est conditionné par sa participation à des réunions périodiques avec les différents intervenants de l'opération. Sont listées ci-après, sans exhaustivité, les principales réunions que le CT devra intégrer dans son offre.

- Réunion de lancement du MGP

Une réunion de lancement sera organisée par le Maître d'Ouvrage ou son ATMO après la notification du marché global de performance. L'objet de cette réunion est, notamment, la présentation du groupement Titulaire du MGP et l'organisation de la phase de conception :

- Des principaux responsables du Titulaire,
- De l'organisation mise en place et des intervenants sur la phase du projet,
- Du planning du contrat et de la planification des éléments de mission,
- De la méthodologie mise en place notamment en termes de management des risques,
- De son organisation pour la gestion des interfaces techniques et planning,
- Des méthodes et des outils de gestion documentaire.

➤ Réunions d'avancement

En cours d'exécution des études, des séances de travail seront organisées par l'ATMO, en présence du MOA, pour constater la progression des études et valider les propositions du groupement de Maîtrise d'œuvre.

Le Maître d'œuvre fournira des explications formalisées (mémoires et notes justificatives) sur les options architecturales, options et/ou choix techniques et économiques proposées, ainsi que sur les délais et phasages.

Le CT assistera à toutes les réunions de ce type pour lesquelles il aura été convoqué préalablement. **A minima, une réunion d'avancement mensuelle est à prévoir.**

Le coût de ces réunions est réputé être compris dans la rémunération du titulaire, qui ne pourra prétendre à une rémunération complémentaire.

➤ Réunions spécifiques

Des réunions pourront également être organisées à l'initiative du groupement de MGP aussi bien qu'à l'initiative du Maître d'Ouvrage ou de son ATMO, autant que de besoin, notamment des réunions d'études spécifiques et/ou techniques de mise au point du projet.

Le Titulaire du MGP est chargé de l'organisation de toutes les réunions nécessaires à la coordination et à la cohérence des études avec le contrôleur technique et le coordonnateur SPS.

Toute réunion spécifique devra faire l'objet d'un accord préalable du Maître d'Ouvrage (ordre du jour, participants).

Le CT sera tenu d'assister à toutes les réunions de ce type.

4.9.3 Réunions phase réalisation

➤ Réunions de chantier

Sauf dispense du MOA, qui pourra faire l'objet d'une adaptation du marché par un avenant en moins-value, le CT participe **à minima, à une réunion de chantier toutes les deux semaines.**

Cependant en fin de chantier, le CT sera tenu d'assister à toutes les réunions.

➤ Réunions de maîtrise d'ouvrage

Le Contrôleur technique est tenu de participer aux réunions mensuelles avec la cellule maîtrise d'ouvrage (MOA, ATMO, CSPS, ...)

4.10 OUTIL BIM

De manière générale, l'outil BIM sera mis en œuvre par le Titulaire du MGP pendant toute la durée de l'opération. Le travail sur maquette numérique facilitera la revue de projet, la communication autour du projet, la synthèse, etc...

Aussi, il est demandé au Contrôleur Technique de s'équiper pour pouvoir suivre les échanges du projet réalisés via l'outil BIM (consultation de maquette numérique, suivi des remarques BFC, consultations des propriétés d'objet,...).

ARTICLE 5 - PRIX

5.1 FORME DU PRIX

Le présent marché de CT est un marché forfaitaire dont le prix est révisable annuellement, suivant les modalités fixées à l'article 5.4 ci-dessous.

5.2 MOIS D'ETABLISSEMENT DU MARCHÉ

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0, mois de remise de l'offre, fixé dans l'acte d'engagement.

5.3 CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index ING Ingénierie (base 2010).

5.4 MODALITES DE REVISION

Le coefficient Cn est donné par la formule :

$C_n = 0,15 + 0,85 \ln/I_0$

Dans laquelle :

- I_0 représente l'index d'ingénierie au mois M0 - 6 mois,
- I_n représente l'index d'ingénierie au mois n - 6 mois.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date effective de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

En cas de passation d'un avenant, les prix établis par l'avenant sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant. La clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois Mo correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché.

5.5 CONTENU DES PRIX

En complément de l'article 10 du CCAG-PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre de marchés conclus en groupement.

- En cas de cotraitance, les prix du Contrôleur technique sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations coordination et contrôle, y compris frais généraux, impôts taxes ou autre, une marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance les prix du marché du Contrôleur technique sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire du lot de ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ces défaillances.

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle.

5.6 CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent marché prévoit une clause de réexamen. Dans l'éventualité où le montant prévisionnel des travaux viendrait à évoluer de plus de 15% à l'issue de la consultation du MGP, le montant de la mission du Titulaire serait recalculé et le marché ferait l'objet d'un avenant. La formule employée serait alors :

$$F1 = F0 * [MW1 - MW0] / MW0$$

Avec :

- F1 = Nouveau forfait de rémunération pour les missions après la partie technique « consultation »
- F0 = Forfait de rémunération initial pour les missions après la partie technique « consultation »
- **MW1 = Nouveau montant des travaux à l'issue de la consultation du MGP**
- MW0 = Montant prévisionnel des travaux figurant à l'article 1.1 du présent CCP

ARTICLE 6 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

6.1 AVANCE

Ce marché ne fera pas l'objet d'une avance.

6.2 MODALITES D'ETABLISSEMENT DES ACOMPTES ET DES DECOMPTES.

Le règlement des sommes dues au titulaire au titre du présent marché fait l'objet d'acomptes dans les conditions suivantes :

Programme et dossier de consultation	100% à l'envoi du DCE aux candidats
Analyse des propositions initiales	100% après la restitution des analyses des propositions initiales par le Titulaire
Dialogue et analyse des offres finales	100% après la commission technique d'analyse des offres finales
APD	100% à la livraison des livrables de la phase
PRO	70% à la livraison du RICT provisoire 30% à la livraison du RICT Définitif
DET	A l'avancement par acompte mensuel
GPA	80 % à la livraison du RFCT vierge de toute remarque 20% à la fin de la phase de GPA.

6.3 MONTANT DE L'ACOMPTE

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes, dont la fréquence est déterminée ci-dessus, calculés selon le CCAG PI.

6.4 SOLDE

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 13 du présent CCP, le titulaire adresse au MOA une demande de paiement du solde conformément au CCAG-PI.

6.5 MODALITE DE REGLEMENT

6.5.1 Opération de facturation

Les demandes de paiement seront établies, après exécution des prestations considérées, portant outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier,
- le nom de l'opération : LES CLIMATS PHASE 1
- la date d'établissement de la demande de paiement,
- le numéro de son compte, bancaire ou postal, tel qu'il figure à l'acte d'engagement,
- le numéro de SIRET,
- les références du marché et, le cas échéant, de chaque avenant,
- les prestations effectuées,
- le montant hors T.V.A. des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour,
- le montant de la révision (HT et TTC)
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le numéro individuel d'identification à la TVA
- le montant T.T.C. des prestations exécutées.

Elles seront obligatoirement déposées sur le service dématérialisé CHORUS PRO.

6.5.2 Contrôle des factures

En cas de contestation par l'ATMO ou le MOA des sommes dont le paiement est présenté dans les factures, le Titulaire donnera tous les éclaircissements utiles.

Le paiement des sommes contestées sera suspendu jusqu'à l'obtention des justifications précitées par le Titulaire.

La persistance d'un différend sur le montant d'une facture ne saurait être invoquée par le prestataire comme motif pour suspendre l'exécution du présent marché.

6.6 DELAIS ET MODE DE PAIEMENT

Le paiement interviendra par virement dans le délai de 30 (trente) jours. Le défaut de paiement dans le délai prévu donne droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire.

Le taux applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

ARTICLE 7 - DUREE DE LA MISSION – DELAIS DE RENDU - PENALITES

7.1 DUREE DE LA MISSION

La durée prévisionnelle du marché de contrôle technique est évaluée à 46 mois dont :

- Phase préalable = 12 mois, comprenant l'analyse du programme, la procédure de dialogue compétitif et la notification du marché
- Phase conception = 10 mois d'études de conception
- Phase réalisation = 12 mois de travaux environ
- Phase de garantie = 12 mois de garantie de parfait achèvement.

Le mois de démarrage envisagé des prestations est : **Mars 2026**

7.2 ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES

Les livrables sont à fournir dans les délais définis ci-après. Les rapports d'examen sont à fournir dans les délais définis ci-après.

PRESTATIONS	Nb de jours calendaires	CONDITIONS DES DELAIS
Analyse du programme, analyse de risque et cadre de rendu	14 jours	A compter de la réception par le Contrôleur technique du programme à analyser
Avis sur dossier de consultation	7 jours	A compter de la réception par le Contrôleur technique du DCE à analyser
Analyse des propositions initiales des candidats	14 jours	A compter de la réception par le Contrôleur technique des offres à analyser
Analyse des offres finales des candidats	14 jours	A compter de la réception par le Contrôleur technique des offres à analyser
Rapport sur dossier APD	14	A compter de la réception par le Contrôleur technique du dossier APD
Etablissement du RICT Provisoire	14	A compter de la réception par le Contrôleur technique du dossier PRO
Etablissement du RICT Définitif	7	A compter de la réception par le Contrôleur technique du PRO Corrigé
Avis sur les EXE	7	A compter de la réception par le CT du dossier à analyser
Emission d'une synthèse des avis suspendus ou défavorables		Avant le 30 du mois en cours
Avis technique	4	Tout événement appelant un avis du contrôleur technique
Etablissement du RFCT définitif	10	A compter de la date de notification du procès- verbal des OPR

Elaboration du rapport définitif de fin de travaux sans réserve	10	A compter de la date de notification de chaque procès-verbal complémentaire de l'ATMO dans les domaines ayant fait l'objet d'observations du contrôleur technique
Etablissement du rapport de vérification initiale électrique (VIEL) et du CONSUEL	30	A compter de la date de notification du procès-verbal des OPR

7.3 PENALITES

Les pénalités s'entendent en € HT. **Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées du simple fait de la constatation du retard par la MOA, sans mise en demeure préalable.**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, la pénalité pour retard dans la livraison des livrables et avis listés à l'article 7.2 du présent CCP est fixé à **50 €/jour**

Pénalité pour absence à une réunion de chantier pour laquelle le titulaire aura été dûment convoqué : **100€/absence.**

Pénalité pour absence à une réunion de la phase études pour laquelle le titulaire aura été dûment convoqué : **100€/absence.**

Pénalité journalière pour retard dans la livraison du RFCT définitif : **200 €/jour.**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder **20%** du montant total hors taxes du marché

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAP PI, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 €.

ARTICLE 8 - CONFIDENTIALITE DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE

8.1 CONFIDENTIALITE

Les dispositions suivantes annulent et remplacent les dispositions des articles 32, 33, 34 et 35 du CCAG-PI.

Toute information, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre, à l'occasion du marché, ou à laquelle les parties pourraient avoir accès à l'occasion de ce marché, est soumise à une obligation de confidentialité. Les parties prennent toutes mesures particulières à la protection des documents et des supports de ces informations, quelle qu'en soit la nature ou la forme.

Chacune des parties s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale ou toute remise de documents à des tiers sans autorisation écrite et préalable de l'autre partie. Les parties adoptent toute mesure propre à faire respecter les stipulations du présent article par leurs préposés et toute personne physique ou morale appelée par l'une ou l'autre à participer à l'exécution du marché, ainsi que par les tiers.

Les obligations résultant du présent article ne s'appliquent pas si le destinataire de l'information apporte la preuve que cette information, au moment de sa communication, est déjà en sa possession ou accessible au public. Elles cessent si le destinataire apporte la preuve que depuis sa communication cette information a été reçue par lui, d'un tiers, licitement et sans faire l'objet d'une obligation de discrétion ou de confidentialité ou est devenue accessible au public autrement que par violation des stipulations du présent article.

Les parties s'engagent à respecter leurs obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché et jusqu'à l'expiration d'un délai de 5 ans à compter de la date de prise d'effet de la dernière des dates ci-après :

- Dernières des réceptions prononcées en vue du marché,
- Résiliation du marché.

Chacune des parties assume la responsabilité de la violation de l'obligation de confidentialité que cette violation soit de son propre fait ou de l'un de leurs préposés ou de toute personne physique ou morale appelée par l'une ou l'autre des parties à participer à l'exécution du marché.

En cas de violation de l'obligation de confidentialité, la Maîtrise d'Ouvrage se réserve le droit, aux dépens du titulaire de résilier le présent marché dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

Ne sont pas considérées comme confidentielles, pour la partie considérée, les informations dont elle est propriétaire, copropriétaire ou sur laquelle elle bénéficie d'un droit d'usage.

8.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le présent article annule et remplace les dispositions de l'article 35 du CCAG-PI.

De convention expresse entre les parties, la Maîtrise d'Ouvrage est propriétaire des créations réalisées en exécution du présent contrat et décrites au cahier des charges.

La Maîtrise d'Ouvrage détient tous les droits accordés aux auteurs par le code de la propriété intellectuelle.

A ce titre, le titulaire cède, à titre exclusif, à la Maîtrise d'Ouvrage, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les créations réalisées dans le cadre du présent contrat.

Les droits cédés comprennent l'application de l'article L. 131-3 du code de la propriété intellectuelle :

- pour le droit de reproduction : le droit de reproduire, sans limitation de nombre, tout ou partie des créations, sur tout support, connu ou inconnu, actuel ou futur, notamment support papier, optique, numérique, magnétique, ou tout autre support informatique ou électronique et de télécommunications ;
- pour le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements des créations de les maintenir, mixer, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser, amputer, condenser, migrer et étendre ;
- pour le droit de représentation : le droit de représenter, de diffuser, ou de faire diffuser les créations par tous moyens et/ou supports électronique, numériques, informatiques, de télécommunications connus ou inconnus à ce jour, et ce auprès du grand public ;
- pour le droit de distribution : la mise sur le marché à titre onéreux ou gratuit, y compris pour la location ou la vente des créations, en tout ou partie, par tout procédé et sur tout support connu ou inconnu à ce jour, et ce, pour tout public et sans limitation ;
- pour le droit d'usage : le droit de faire usage et d'exploiter à titre personnel ou au bénéfice de tiers, à titre onéreux ou gratuit, aux fins d'effectuer toute forme de traitement, à quelque titre que ce soit ;
- pour le droit d'exploitation : le droit de rétrocéder à des tiers, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, notamment par une cession, une licence ou tout autre type de contrat, tout ou partie des droits cédés, à titre temporaire ou définitif ;
- pour le droit de destination : le droit de définir l'usage et le prêt sous toute forme.

Pour l'ensemble des droits susvisés, les vecteurs de communication et supports visés sont notamment la diffusion directe ou indirecte par tout moyen électronique, de télécommunications, satellitaire ou par câble, sous forme télévisuelle par voie hertzienne, terrestre, ou spatiale, analogique ou numérique, sous toute forme.

La présente cession des droits est réalisée au fur et à mesure de la réalisation des créations dans le présent contrat.

Les droits énumérés sont cédés irrévocablement au Crous de Bourgogne Franche-Comté pour toute la durée de protection des droits de propriété intellectuelle tels que prévus par le code de la propriété intellectuelle et pour le monde entier.

Le prix de la présente cession est compris dans le prix défini au présent contrat.

A la suite de la cession, le pouvoir adjudicateur pourra affecter toutes formules de propriété, telles que notamment « copyright CROUS BFC » suivi de l'année ou « propriété exclusive du CROUS. ».

Au titre de la présente cession, le titulaire ne détiendra plus aucun droit sur les créations.

ARTICLE 9 - ASSURANCES ET DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

9.1 ASSURANCES DE RESPONSABILITE

9.1.1 Responsabilité civile professionnelle

Le titulaire unique du contrat ou chacun des co-traitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de leurs sous-traitants respectifs, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché.

Le contrat devra comporter des montants de garanties quant au risque et à son environnement en rapport avec la nature et le montant de l'opération.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du contrat et le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

9.1.2 Responsabilité civil décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire unique du contrat ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier, au moyen d'une attestation de son assureur, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette attestation devra obligatoirement indiquer l'étendue des garanties apportées par sinistre.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du contrôleur technique.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels seront tenus également de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du code civil ainsi que pour la garantie des dommages immatériels.

9.2 ASSURANCES DE TRAVAUX

Le maître d'ouvrage a prévu de souscrire une police dommage ouvrage et tous risques chantier.

Si le maître d'ouvrage souscrit une police dommages-ouvrage, le titulaire unique du contrat et s'il y a lieu ses cotraitants en cas de groupement lui fourniront les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue au titulaire.

9.3 DISPOSITIONS DIVERSES

9.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence ou insuffisance de garantie.

9.3.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tout recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire, et dans le cas d'un groupement, chaque membre du groupement, devra apporter la preuve qu'il bénéficie d'une couverture d'assurance de responsabilité civile couvrant les dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés aux tiers pendant et après l'exécution des prestations.

Le titulaire devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage, pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

9.4 MESURES SOCIALES – REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au maître d'ouvrage, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, le maître d'ouvrage, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu aux articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail.

En application de l'article D.8254-6 et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

ARTICLE 10 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, la Maîtrise d'Ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques décrites au présent CCP (préalable, conception, réalisation et GPA).

Par dérogation à l'article 22 du CCAG P-I, cet arrêt d'exécution n'entraînera pas nécessairement la résiliation du marché.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 11 - RESILIATION DU MARCHE

11.1 RESILIATION DU MARCHE DU FAIT DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Pour la fixation de la somme figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu est fixé à 2 % sauf en cas de circonstances non prévisibles comme le refus du permis de construire.

En cas d'arrêt de l'opération pour des raisons économiques, le marché sera résilié de manière unilatérale et aucune indemnité ne sera prévue.

11.2 RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 27 et 39 du CCAG PI avec les précisions suivantes :

- le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 41.5 du CCAG PI, la notification du décompte de résiliation par le maître d'ouvrage au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Par dérogation et en complément des articles 39 et 41.3 du CCAG PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 10 %.

En complément des cas prévus à l'article 39 du CCAG-PI, le marché pourra aussi être résilié aux torts du titulaire dans les cas suivants :

- Non-respect des obligations résultant du présent marché, notamment des prestations précisées au CCAP, constaté par une mise en demeure établie par le maître d'ouvrage,
- Non-respect répété des obligations minima de présence,
- Non-justification d'une assurance au sens de l'article L.241-1 du Code des assurances,
- Inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-4 du code de la commande publique ;
- Non remise tous les 6 mois suivant la notification du marché, des documents indiqués à l'article D.8222-5 du Code du travail.

11.3 CAS PARTICULIERS

Dans l'hypothèse où le contrôleur technique disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le maître d'ouvrage de l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal ainsi que tous les documents administratifs relatifs à la nouvelle structure.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché aux frais et risques du déclarant.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

En cas de résiliation à la suite du décès ou à l'incapacité civile du titulaire, les prestations dues sont réglées sans abattement.

En dehors des cas de résiliation du marché, aux torts du titulaire, énumérés ci-dessus, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est alors rémunérée avec un abattement de 10 %.

11.4 RESILIATION POUR PERTE DE L'AGREMENT DE CONTRÔLEUR TECHNIQUE

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du titulaire portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci est résilié de plein droit. Aucune indemnité ne sera prévue.

ARTICLE 12 - LITIGES

Les litiges qui pourraient naître entre les parties à l'occasion du présent marché, et qui n'auraient pas pu être réglés selon les modalités définies à l'article 43 du CCAG-PI, seront portés devant le Tribunal administratif de Dijon.

ARTICLE 13 - ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du titulaire s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- L'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A.) ;
- La levée de la dernière réserve et la remise du rapport final sans réserve.

ou lorsque le maître d'ouvrage décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le maître d'ouvrage ou son représentant, sur demande du titulaire.

ARTICLE 14 - DEROGATIONS AU CCAG-PI

- L'article 2.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI
- L'article 3.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI
- L'article 7.3 déroge à l'article 14.1 du CCAG-PI
- L'article 8.1 déroge aux articles 32, 33, 34 et 35 du CCAG-PI
- L'article 8.2 déroge à l'article 35 du CCAG-PI
- L'article 10 déroge à l'article 22 du CCAG-PI
- L'article 11.2 déroge aux articles 39 et 41.3 du CCAG-PI